



NOTE D'ÉDUCATION PERMANENTE

de l'ASBL Fondation Travail-Université (FTU)

www.ftu.be

N°2023– 11, décembre 2023

Cent ans de Semaines sociales du MOC

L'éducation permanente au cœur du processus

Sur plus d'un siècle d'existence, les Semaines sociales ont exploré de très nombreuses thématiques. Si leurs sujets sont éclectiques au fil des ans, elles ont à plusieurs reprises mis le focus sur la question de la démocratie culturelle et de la promotion des travailleurs et travailleuses. L'accès à la culture, à la formation et à l'Éducation permanente sont autant de revendications portées par le MOC et ses organisations, encouragés en cela par un petit groupe de militant-es actifs dans le mouvement et, de près ou de loin, dans l'organisation des Semaines sociales.

L'idée de donner l'opportunité aux travailleurs et travailleuses de se former n'est pas neuve. Dès le 19^e siècle, le mouvement ouvrier s'empare de cette revendication. Elle se mène en parallèle du combat pour la réduction du temps de travail, qui permet non seulement de partager les emplois et de réduire le chômage, mais dégage également du temps libéré. Celui-ci doit permettre à l'ouvrier et l'ouvrière de s'instruire et d'acquérir la clé destinée à ouvrir la porte du savoir et des connaissances. Avec l'organisation des Semaines syndicales, rebaptisées en Semaines sociales, puis en Semaines sociales wallonnes, les organisations qui composent le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) jouent un rôle prédominant dans ce combat.

UN PRÉAMBULE INDISPENSABLE : LES SEMAINES SOCIALES

Organisée pour la première fois en 1908 en Flandre et en Wallonie, l'objectif de la Semaine syndicale est d'attirer les propagandistes des organisations ouvrières locales pour leur faire connaître la doctrine sociale de l'Église et contenir l'expansion du mouvement ouvrier socialiste. Conçues avant tout comme une formation syndicale, les Semaines sont destinées à structurer le mouvement en Wallonie et en Flandre. En 1928, devenues les Semaines sociales wallonnes (SSW), elles s'adressent à l'ensemble des représentant-es du mouvement, et non plus seulement aux délégué-es syndicaux¹. Centrées chacune sur un thème défini, elles invitent une série d'orateurs et d'oratrices à approfondir les connaissances des participant-es sur cette problématique.

Entre 1908 et 2022, année de la centième édition, la Semaine sociale ne se déroule pas chaque année. Les deux guerres mondiales, ainsi que la tenue de congrès du MOC et plus récemment la crise du covid-19, empêchent parfois son organisation. Il en ressort néanmoins une régularité exceptionnelle, sans égale dans le mouvement ouvrier en Belgique, qui montre l'importance accordée par le MOC à cet événement

¹ M-T. COENEN, « 1908-1939. Des Semaines syndicales aux semaines sociales », *Politique*, Hors-série n° 32, octobre 2022.

depuis sa création. Cette longévité et cette constance permettent de mieux comprendre, lorsqu'on se plonge dans les thématiques des Semaines, les aspirations et les revendications du mouvement au fil du 20^e et au début du 21^e siècle.

Si les Semaines sociales ne sont pas des congrès, elles occupent pourtant une place prépondérante dans l'établissement des lignes directrices du Mouvement Ouvrier Chrétien, car elles sont un lieu où ce dernier « réfléchit sur la doctrine en vue de son élaboration permanente et en prévision de l'action, et où se réalise un carrefour d'opinions » et constitue « une tribune pour le rayonnement et l'influence du MOC »², réunissant chaque année plusieurs centaines de participant-es, ce qui leur confère une certaine légitimité.

Leur schéma courant comprend un discours d'introduction, des exposés répartis sur deux ou trois jours ainsi que des temps de discussions organisés en sous-groupes. Chaque Semaine sociale s'achève par le discours du ou de la président-e du MOC ou de la Semaine sociale. C'est lors de ce moment de clôture – à certaines époques rendez-vous médiatique de première importance – que le mouvement expose ses positions et ses lignes de conduite par rapport au sujet traité cette année-là.

DÉFENDRE LA CULTURE ET L'ENSEIGNEMENT

Lorsqu'ils se structurent dans la deuxième moitié du 19^e siècle, les mouvements ouvriers chrétiens et socialistes se concentrent essentiellement sur les revendications liées au salaire, à la pénibilité et aux conditions de travail. Les organisations chrétiennes réalisent pourtant rapidement l'importance d'un meilleur accès à l'éducation et à la culture. Naissent alors toute une série d'initiatives, offrant des possibilités de formations aux travailleur-ses. La création des Semaines sociales représente l'une des réponses à ce besoin exprimé par le mouvement ouvrier.

Sélectionnées en fonction des préoccupations du mouvement, les thématiques des Semaines sociales répondent à l'actualité politique, économique ou sociale. Si les sujets sont éclectiques, l'enseignement, la formation et la promotion de la culture des travailleur-ses occupent une place importante, avec onze éditions qui y sont consacrées entre 1946 et 2022. Et même lorsque le sujet de la Semaine ne semble pas à première vue concerner l'Éducation permanente, cette dernière se trouve souvent évoquée au détour d'un exposé.

Les travailleurs et la culture (1953) est la première édition consacrée à ce sujet. La culture y est présentée comme un ensemble de valeurs acceptées par une communauté humaine déterminée, un peuple, et qui est élaborée par son travail, sa littérature et son art. Des reproches sont formulés à l'égard de ce qui est considéré comme « la culture » de l'époque, ils visent plus particulièrement son inadéquation et son inaccessibilité, car celle-ci demeure réservée à la classe bourgeoise. Le MOC promeut une définition plus englobante de la culture, dans laquelle l'activité manuelle ou le domaine technique peuvent être reconnus comme portant une valeur culturelle.

L'ACCÈS À LA CULTURE

En 1961, la Semaine sociale s'intéresse aux *Conditions et méthodes d'accès des travailleurs à la culture*. C'est l'occasion pour le mouvement de dresser un état des lieux de son action sur ce point. Victor Michel, nouveau président des Semaines sociales et secrétaire général du MOC national (1960-1973), estime nécessaire de créer un Centre national d'Information et de Culture populaire, dont le but serait de coordonner l'ensemble des initiatives des organisations en matière de formation, de développer des méthodes de travail, de préparer et de réaliser des stages de formation et des écoles de cadres, mais aussi de rédiger et diffuser des publications et des outils indispensables pour celles et ceux qui aspirent à une formation.

L'ensemble de ces réflexions aboutit à la création en 1961 du Centre d'Information et d'Éducation populaire (CIEP), qui reprend les tâches de formation des cadres du mouvement, l'animation des écoles sociales régionales et la préparation des Semaines sociales wallonnes. L'année suivante, en 1962, le CIEP lance, sous

² CARHOP, Fonds MOC National, Archives de Victor MICHEL, note rédigée par Max Bastin en 1965, à destination des secrétaires du MOC.

l'impulsion de son nouveau directeur Max Bastin (1962-1970), l'Institut supérieur de Culture ouvrière (ISCO) en partenariat avec les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur. Cette initiative répond au besoin du MOC de donner un meilleur accès à l'éducation et à la culture pour les travailleur-ses.

DÉCENNIE 1970, LE CONCEPT D'ÉDUCATION PERMANENTE S'IMPOSE

Le concept apparaît pour la première fois dans les actes des Semaines sociales en 1961. Marie Braham, secrétaire générale des Ligues ouvrières féminines chrétiennes, énumère dans son exposé les efforts qui doivent être entrepris pour développer et améliorer l'Éducation populaire, qui dans un monde en mutation demande « un effort permanent d'information et de formation par-delà l'enfance et l'adolescence »³. Dix ans plus tard, en 1970, la Semaine sociale *Enseignement, Éducation permanente, Société* se déroule en pleine réforme de l'enseignement. Le mouvement aspire à promouvoir son modèle d'éducation, dans lequel l'Éducation permanente joue le rôle de pilier pour la démocratisation de l'enseignement et de la société. En quelques années, le corpus théorique s'est particulièrement étoffé et l'Éducation permanente s'impose dans le projet d'éducation du MOC.

Max Bastin, secrétaire des Semaines sociales (1962-1970), définit et affine le concept et l'objet de l'Éducation permanente lors de cette Semaine de 1970. Il reprend, comme base de réflexion, l'inadaptation de l'école à un monde dans lequel les connaissances et les pratiques évoluent de façon constante. De plus, les inégalités sociales empêchent certaines personnes de terminer leur parcours scolaire. Sa conclusion est que celles et ceux qui le désirent doivent pouvoir reprendre une formation, et ce sont aux structures d'enseignement de s'adapter et de fournir l'offre adéquate. Les cours du soir, en dehors des heures de travail, ne représentent pas une solution pour le MOC. Il est nécessaire de dégager des heures sur le temps de travail pour pouvoir suivre cet enseignement pour adultes : ce sont les crédits d'heures, une revendication du mouvement depuis 1938.

L'Éducation permanente a également pour ambition de répondre au problème de la démocratisation de la société, directement liée aux contenus et aux méthodes d'enseignement. Ce dernier donne les clés d'analyse afin de comprendre la société, l'Éducation permanente apporte quant à elle un esprit critique sur le plan politique, économique, social et culturel. Si les Semaines sociales de 1971 à 1974 ne concernent quant à elles pas directement cette question, on constate que dans différentes éditions, les orateur-ices ainsi que les dirigeant-es du MOC, recourent régulièrement aux notions d'Éducation permanente et de démocratie culturelle.

À l'occasion de la Semaine consacrée à *La Wallonie et la répartition du pouvoir* en 1972 par exemple, le président de la Semaine sociale insiste sur le rôle de la jeunesse, qui doit trouver dès le départ des conditions d'épanouissement individuel et collectif. Il est pour cela nécessaire d'effectuer une réforme de l'enseignement, et d'y adjoindre une éducation permanente, s'adressant à toute personne qui « doit poursuivre, au fil de la vie, l'œuvre de formation et répondre aussi aux nécessités de recyclage dans une société moderne »⁴.

L'année 1974, c'est la thématique du contrôle ouvrier qui est mise en avant avec *Vers l'autogestion*. Jean Daems, animateur à l'ISCO, réalise un exposé intitulé « Pédagogie et formation des travailleurs », dans lequel il développe une vision de la formation qui accompagnerait le champ d'action du combat syndical. Agir pour la formation des travailleur-ses, c'est également mettre la focale « sur l'acquisition d'un savoir économique, sociologique et juridique étendu et rigoureux, mais aussi et surtout une prise de conscience politique ».⁵ L'ensemble de ce qui compose le socle pédagogique développé à l'ISCO s'y retrouve, avec la volonté explicite que la formation vise à former des personnes capables de se situer dans leur environnement propre, d'utiliser l'information, de se déterminer eux-mêmes : « Un homme n'est vraiment libre que lorsque les clés de la

³ M. BRAHAM, *L'action culturelle du Mouvement Ouvrier*, dans CIEP-MOC, *L'accès des travailleurs à la culture*, Bruxelles, CIEP-MOC, 1961, p. 225.

⁴ V. MICHEL, *Introduction*, dans M. GALDEROUX, J. DEGIMBE, J-L DEHAENE et al., *La Wallonie et la répartition du pouvoir*, Bruxelles, Les Editions Vie Ouvrière, 1972, p. 9.

⁵ J. DAEMS, « Pédagogie et formation des travailleurs », dans *Vers l'autogestion*, Les Editions Vie Ouvrière, 1974, p.59.

société lui ont été données »⁶.

CONCLUSION

L'analyse de ces quelques éditions de Semaines sociales, indique que la question de l'éducation, plus particulièrement de l'éducation tout au long de la vie, autrement dit l'Éducation permanente, est centrale pour le mouvement. Le début des années 1970 incarne une période durant laquelle la pensée du MOC en matière d'enseignement et de formation arrive à maturité. Ce raisonnement est le fruit d'un long cheminement idéologique nourri par des personnalités membres du mouvement ou qui lui sont proches. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, pas moins de quatre Semaines sociales sont consacrées à cette question avant l'année 1970 et *Enseignement, Éducation permanente, Société*. Dans le modèle de société envisagé par le MOC, la démocratie ne peut exister sans un enseignement aux contenus et aux méthodes revues, et celui-ci doit être nécessairement complété par l'Éducation permanente. Cette dernière ne peut quant à elle être réalisée pleinement sans la création du système des crédits d'heures, revendication qui sera finalement obtenue en 1973.

Louis STALINS,
chercheur à la FTU

Julien TONDEUR,
historien au CARHOP

*Cette analyse a également fait l'objet d'une publication dans la Revue Démocratie sous le titre :
« L'éducation permanente, un combat au cœur des Semaines sociales du MOC »*

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé.

Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues auprès de christine.steinbach@ftu.be

**FTU – Association pour une
Fondation Travail-Université**

Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles
+32-2-2463851

Site éducation permanente : www.ftu.be

Éditrice responsable : Dominique Decoux

Avec le soutien de la  FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

⁶ Cette vision de la formation s'appuie notamment sur les travaux du groupe « Bastin -Yerna », qui réunit des membres du MOC et de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) ou des personnes proches de ces deux organisations, dans un but de rassemblement des progressistes. Groupe Bastin-Yerna.Y, *Quelle Wallonie, Quel socialisme ? : Les bases d'un rassemblement des progressistes*, Les Editions Vie Ouvrière et FAR, 1971, p.121.